

« (...) les économistes, les pacifistes, les hommes d'affaires et même simplement les braillards bourgeois parlent volontiers des États-Unis d'Europe. Mais cette tâche est au-dessus des forces de la bourgeoisie européenne rongée par ses antagonismes. Seul le prolétariat pourra réaliser l'union de l'Europe. » - L. Trotsky : *Europe et Amérique* (1926).

Des « subprimes » à la Grèce

Beaucoup a été dit et écrit sur la crise dite des *subprimes*, n'y revenons pas, sinon pour rappeler que tous les économistes s'accordent pour considérer que cette crise est la plus grave que le monde ait connu depuis 1929.

Il faut d'ailleurs indiquer que cette crise est la première depuis les « *trente glorieuses* » dont l'épicentre se situe au cœur du système financier américain, ce qui est terriblement significatif.

Née au cœur du système de création du capital fictif (les *subprimes*), elle s'est vite déployée comme crise de surproduction au sein de l'économie réelle et a depuis des effets dramatiques aux États-Unis mêmes : le système de retraites est là-bas directement lié aux cours de la Bourse, par exemple... Encore faut-il rappeler que selon la plupart des économistes, le pire est encore à venir.

Évidemment, à partir des USA, la crise s'étend à travers le monde et met d'abord à mal les économies les plus fragiles. En ce sens, elle est un formidable accélérateur des processus souterrains à l'œuvre antérieurement. Et ce n'est en rien un hasard si les économies européennes sont frappées de plein fouet.

Pertes de position de l'UE

Le lent recul de l'Europe sur la scène mondiale est en effet désormais avéré. Il suffit d'ailleurs de regarder le déroulement du sommet de Copenhague pour s'en convaincre. Évidemment, à la base de tout, il y a les rapports économiques entre grandes puissances impérialistes.

Sur ce terrain, on ne peut que suivre le directeur d'*Enjeux-Les Échos*, E. Le Boucher, lorsqu'il constate :

« (...) après son rattrapage sur l'Amérique dans les années d'après guerre, l'Europe s'est rendormie depuis vingt ans. Faute de savoir innover ? Oui. Elle n'a aucun Microsoft ou Google. Elle a des « champions » industriels ou bancaires qui sont plutôt mieux gérés que les Américains, pourtant elle perd pied dans l'électronique, les télécoms, les bio, l'agriculture. »¹

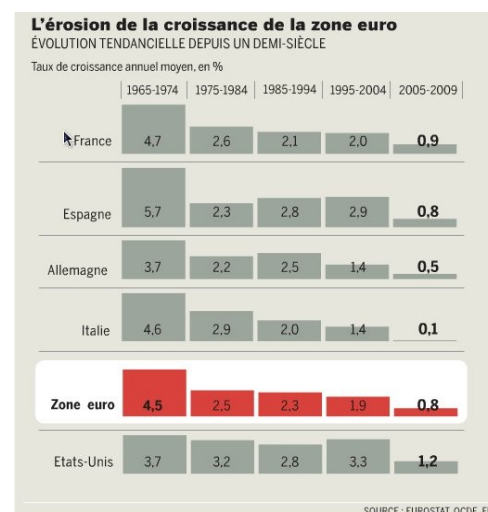
Que s'est-il passé ? On sait que pour enrayer son déclin, mesurable par sa faible croissance ou la productivité de sa force de travail, l'UE avait élaboré une fumeuse « stratégie de Lisbonne » (qu'on ne détaillera pas ici). Ce fut un échec implacable, et le déclin européen se poursuit année après année.

Encore faut-il être plus précis. Le recul européen est différencié selon les pays.

	Allemagne	France	Italie	Espagne
1998	10%	6%	5%	2%
2010	10%	4%	3,5%	1%

Table 1: Part du commerce mondial²

La raison d'un tel recul peut d'ailleurs être facilement cernée si on observe la productivité comparée de la zone Euro et de son principal concurrent – les USA.



1 E. Le Boucher : *La crise après la crise*. Slate.fr,

2 P. Artus : *Pourquoi l'Espagne, l'Italie et le France vont si mal*. (Slate.fr)



Retour sur Maastricht

Pour comprendre les événements actuels, on est obligé de revenir au traité de Maastricht (1992) qui définit l'Union Monétaire Européenne, l'Euro et la Banque Centrale Européenne – indépendante de tout pouvoir « politique », autrement dit servilement aux ordres des capitalistes.

En fait la bourgeoisie allemande - la puissance dominant le continent - était tout sauf enthousiaste pour se lancer dans l'aventure de l'€, consciente qu'elle était du risque qu'il y avait à collaborer avec les pays du « Club Med »³ sur le terrain économique. Il fallut d'ailleurs lui promettre le soutien des puissances européennes à la réunification du pays pour lever ses réticences.

On sait que le traité se fit sur la base de « critères de convergence ». Ces critères faisaient passer la stabilité monétaire avant tout autre critère (notamment le soutien à l'activité économique, censé dériver de la stabilité des prix). En dernière analyse, il s'agissait là de l'expression des besoins de la bourgeoisie allemande, la plus puissante du continent, et fortement exportatrice. Il est cependant clair que pour les bourgeoisies de pays dont l'économie est tirée par la consommation intérieure (en particulier le France), cette obsession avait beaucoup moins de pertinence.

En tout cas, un dispositif censé assurer stabilité des taux de changes et liberté de mouvement des capitaux fut mis en place, ce qui passait nécessairement par la centralisation de la politique monétaire au niveau européen (son contrôle échet à la Banque Centrale Européenne). Par contre, la politique budgétaire, censée être du ressort de l'indépendance nationale des États, demeurait hors du contrôle de la BCE.

Le problème est les politiques monétaires et budgétaires sont étroitement imbriquées - le dispositif échafaudé à Maastricht était donc vicié dès l'origine. Ce qui s'explique fort bien : c'est le reflet de l'impossibilité pour les bourgeoisies européennes de dépasser le stade des États nationaux, de s'unir et d'unifier l'Europe.

Il n'en demeure pas moins que l'objectif de faire converger les économies de la zone € fut affirmé, ce qui impliquait d'homogénéiser vaille que vaille les taux d'inflation des divers pays membres, donc que chaque pays membre adopte la même « discipline » budgétaire. En termes moins choisis, la condition de succès du dispositif de Maastricht, c'est que les bourgeoisies de chaque pays s'en prennent à leur classe ouvrière avec un même enthousiasme, ce qui ne fut évidemment pas le cas.

Cavalerie financière

C'est en 1997 que se fit le choix des pays habilités à participer à l'€, à l'issue d'une bataille de chiffonniers typique de l'UE. Les pays de l'arc méditerranéen (Portugal, Espagne, Italie...) firent en effet le forcing pour faire partie du système alors que chacun connaissait leur incapacité à respecter les critères de Maastricht. En fait, ces pays étaient soutenus en sous-main par la France, qui craignait par dessus-tout un tête à tête avec l'Allemagne.

Au final, l'Italie, l'Espagne et le Portugal furent admis dans la zone € - la Grèce dut patienter jusqu'en 2001.

Conséquence essentielle de cette entrée, les pays du « Club Med » purent bénéficier de taux d'intérêts très bas, car largement alignés sur ceux dont bénéficiait le champion de l'orthodoxie budgétaire de la zone, l'Allemagne.



³ Pays de l'axe méditerranéen : Espagne, Grèce, Portugal, Italie.

On aboutit à une situation paradoxale où les pays les moins « vertueux » purent même bénéficier à certaines périodes de taux d'intérêts réels *négatifs* – en d'autres termes les efforts « d'assainissement » menés par Berlin permirent aux pays du « Club Med » de continuer à vivre à crédit et les États correspondants n'avaient que peu d'incitation à contenir l'endettement, public ou privé. On comprendra donc aisément que les bourgeoisies espagnoles ou grecques n'aient pas mené l'assainissement budgétaire avec la pugnacité que Berlin attendait d'eux....

Grèce	Espagne	Allemagne	France
146	139	119	122

Table 2: Inflation 2009 (cumul - indice 100 : 1997)

Mais dans ces conditions, il est aussi compréhensible que des secteurs de la bourgeoisie allemande se demandent à quoi servent les milliards engloutis dans l'UE – d'où les prises de position actuelles d'A. Merkel. Bref, tout ceci permet de mieux comprendre ce commentaire d'E. Le Boucher :

« Au bout de quarante ans de rapprochement, « pas à pas » selon la stratégie de Jean Monnet, l'Union s'est arrêtée après la création de l'euro, le 1^o janvier 1999. Une nouvelle génération d'hommes politiques eurosceptiques a remplacé celle qui avait fait la guerre. L'économie avançait et la politique suivait vaille que vaille, puis d'un coup la politique a viré de bord, à l'époque Chirac-Schröder, la volonté d'intégration a laissé la place à une « Europe des nations ». La Grande-Bretagne a gagné dans la conception de l'Europe. »

Guerre de classe en Allemagne

Dès 2006, la presse économique constatait :

« Depuis 2000, l'Allemagne fait tout pour réduire le coût du travail. Réforme de la protection sociale, réforme de l'allocation chômage, réforme du marché du travail avec l'introduction des mini-jobs, marginalisation des accords de branches dans les négociations salariales, politiques budgétaires restrictives et, malgré cela, réductions d'impôt pour les sociétés. (...) Le résultat de cette stratégie est remarquable: depuis 2000, les salaires réels dans le secteur privé ont été réduits de 2,8 % en Allemagne, alors qu'ils ont augmenté en France de plus de 8 % et de plus de 14 % au Royaume-Uni. Ce faisant, depuis 2000, l'Allemagne a gagné 6 points de compétitivité sur le Royaume-Uni, 8 sur la France, 15 sur l'Italie et l'Espagne. Le commerce extérieur de l'Allemagne est flamboyant (...) »⁴

En clair, les capitalistes allemands ont su faire remonter le taux d'exploitation à des niveaux inégalés en Europe, ce qui leur permet de tailler des croupières à leurs partenaires de l'UE.

« L'Allemagne se dote des lois Hartz qui lui permettent une stabilité de ses coûts du travail (ils ne sont relevés que de 10%) depuis la création de l'euro en 1999, tandis que ceux de ses partenaires gagnent plus de 40%. Dans le même temps, la dette des ménages est, elle aussi, stable alors qu'elle double dans la zone euro. En parallèle, et c'est le principal facteur de différence, l'industrie germanique investit dans la recherche-développement et remonte en gamme. L'Allemagne consacre 2,60% de son PIB en R&D, les autres 1,54% (...) »⁵

P. Artus fournit par ailleurs les chiffres suivants, qui se passent de commentaires :

	Allemagne	France	Italie	Espagne
2000	6 ½%	8 ½%	8 ½%	8 ½%
2010	10%	7 ½%	6 ½%	5%

Table 3: Parts des profits / PIB⁶

Grâce à ces profits, les capitalistes allemands ont pu accroître leurs investissements et donc leur spécialisation dans les segments de haut de gamme, beaucoup moins sensibles à la concurrence – notamment asiatique.

Mais tout le problème est que les gains de productivité allemands ont pour l'essentiel servi à renforcer la domination allemande sur l'UE. Pas à renforcer les positions des bourgeoisies européennes à l'échelle mondiale :

« L'Allemagne a gagné sur ses plus proches voisins. Et uniquement sur ceux-là. Les excédents commerciaux allemands ont pour contrepartie les déficits espagnol, italien et français. Entre 2000 et 2005, l'Allemagne a amélioré, hors pétrole, son excédent commercial de 2 points de PIB zone euro (soit plus de 125 milliards d'euros) tandis que la France a vu le sien se dégrader de 46 milliards, l'Italie de 14

4 X. Timbeau : *Le cercle vicieux de la compétitivité*. La Tribune, 29.III.2006.

5 E. Le Boucher : *la crise après la crise*.

6 P. Artus : *op. cit.*

milliards et l'Espagne de 44 milliards. »⁷

Aux origines de la crise grecque

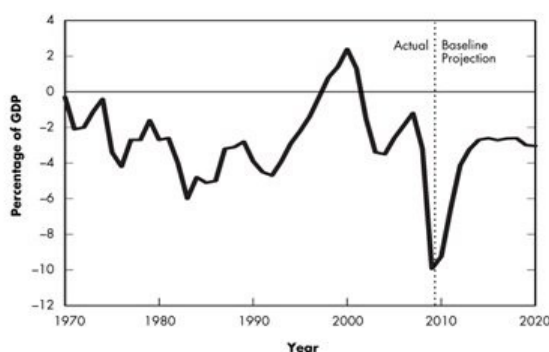
On a vu que pour accéder à l'€, la bourgeoisie grecque dut procéder à un « assainissement » incontestable. Mais cette « discipline » se relâcha ensuite, ce qui fut d'abord masqué, en partie grâce aux mécanismes décrits ci-dessus et aux énormes subventions de l'UE, notamment celles liées aux Jeux Olympiques d'Athènes 2004 (3,6% de son PIB en 2004 !).

On sait que ces subventions furent l'occasion d'une montée de la corruption. On glose beaucoup sur la question – rappelons donc que ce n'est que l'expression de l'arriération des rapports sociaux existant dans le pays (on estime que l'évasion fiscale représente quelque 20 milliards d'euros de manque à gagner pour l'État, près de 40% du déficit budgétaire). En dernière analyse, la persistance d'une telle corruption n'est que la démonstration de l'échec des bourgeoisies européennes à moderniser le pays. Ceci étant, le caractère intéressé de la campagne sur la corruption grecque est évident si on a en tête les magouilles d'une banque comme Goldman-Sachs, mouillée jusqu'au cou dans l'affaire grecque sans que quiconque ne s'en offusque...

En tout cas, si on en croit *Le Monde Diplomatique*

« Côté recettes, la fraude fiscale, largement répandue, prive chaque année l'Etat de 20 milliards d'euros. Côté dépenses, le poste principal est le budget inflationniste d'un service public inefficace et gonflé à outrance. »⁸

En clair le contexte favorable existant depuis 2001 a servi à la bourgeoisie grecque à retarder le moment d'affronter son propre prolétariat autant qu'il lui était nécessaire tout en se servant largement dans la caisse....



SOURCE: Congressional Budget Office, *The Budget and Economic Outlook: Fiscal Years 2010 to 2020*, 111th Cong., 2d sess., no. 4095 (Washington, DC, January 2010), 3, available at www.cbo.gov/ftpdocs/108xx/doc10871/01-26-Outlook.pdf (accessed March 3, 2010).

Illustration 1: Ratio Dette Publique/PIB (estimations post 2010 à prendre avec précaution)

Évidemment, dans un tel contexte, la disparition des aides de l'UE a mené au désastre. Concernant la croissance du PIB, les chiffres officiels – à prendre donc avec précaution – sont les suivants :

2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
3,5%	4,70%	3,70%	3,70%	4,20%	3,70%	-2,00%	-4,00%

Table 4: Croissance PIB grec (2010 : estimation)

D'où le plan d'« assainissement » meurtrier élaboré par Papandréou sous l'égide de Bruxelles et du FMI. L'objectif serait que le déficit budgétaire passe de 14 % à 4 % du PIB entre 2010 et 2011, une réduction de 10 points de PIB en un an ! Un véritable plan de guerre sociale...

Seul petit problème : supprimer des postes dans le public, c'est condamner des milliers de gens de plus à la misère pure et simple - rappelons qu'en Grèce, la jeunesse se dénomme « la génération des 700 € », en référence au revenu moyen d'un jeune. Dans ce contexte, le plan de Papandréou risque fort de n'aboutir qu'à déprimer encore plus la demande solvable et donc faire plonger le pays encore plus bas...

C'est d'autant plus probable que l'intégration du pays à la zone € n'a abouti qu'à faciliter encore la pénétration des productions étrangères, avant tout allemandes, et à désindustrialiser encore un peu plus le pays.

7 X. Timbeau : *op. cit.*

8 N. Kadritzke : *Comme l'injustice fiscale a creusé la dette grecque. Le Monde Diplomatique*, mars 2010.

%PIB	1984-85	1994-95	2003-04
Agriculture	13,5	10,7	6,9
Industrie	30,5	24,4	23,8
Services	56	65	69,3

Table 5: Structure PIB grec

Au tour de l'Espagne

La situation espagnole a des racines assez proches de celle qui prévaut en Grèce. Avec l'entrée dans l'€, les banques ont distribué massivement les crédits, ce qui a permis de stimuler la consommation intérieure, mais aussi que se constitue une bulle immobilière phénoménale. En 2007, 800.000 logements avaient été construits, plus qu'en France, en Allemagne et en Italie réunis ! La base de tout ceci, c'était des anticipations de plus-value totalement irréalistes.

En résumé, l'Espagne vivait à crédit et lorsqu'il est devenu évident que les estimations de rentabilité des investissements immobiliers étaient irréalistes, dans la foulée des *subprimes*, l'ensemble de l'édifice s'est effondré. Le pays doit désormais faire face à un taux de chômage réel de 20%, à l'effondrement de ses comptes publics, etc. Dans ce contexte, le gouvernement Zapatero a annoncé un premier plan de rigueur avec les ingrédients habituels (blocage du salaires des fonctionnaires, hausse de la pression fiscale...).

Mais en fait personne ne croit à ces mesures, le mal est bien plus profond. Pour l'économiste P. Artus, interviewé par *Le Monde* :

« Personne n'a encore dit que réduire les dépenses publiques de 1 point de PIB ne réduit pas le déficit public de 1 point de PIB. Il faut prendre en compte l'effet négatif sur la croissance. (...) Dès lors, l'Espagne, en diminuant ses dépenses de 1 point de PIB, peut espérer diminuer son déficit de seulement 0,5 point de PIB. Sans autre facteur de soutien de l'économie, elle atteindra difficilement son objectif de ramener son déficit à 5 % du PIB l'an prochain. Il devrait se situer autour de 8 %. »⁹

Selon des économistes interviewés par le même journal, l'objectif serait en fait d'en finir avec le caractère parasitaire dominant de l'économie espagnole :

« Pour sortir de la crise, l'Espagne ne doit pas seulement remettre ses chômeurs au travail, elle doit changer de modèle productif pour inventer des emplois dans des secteurs nouveaux. De ce point de vue, les coupes budgétaires prévues dans la recherche et développement sont une erreur »¹⁰

« La crise espagnole est du type de celle qui a frappé l'Argentine : l'économie a perdu sa compétitivité sans que les changements structurels nécessaires aient accompagné l'entrée dans l'euro. »¹¹

Mais qui peut croire que la très faible bourgeoisie espagnole soit capable de mener à bien une tâche aussi titanesque ? Si rien de fondamental ne change, donc, l'avenir promis aux travailleurs espagnols sera des plus sombre...

L'échec de Maastricht

A ce stade, un constat s'impose. Contrairement à ce qui était annoncé, le traité de Maastricht n'a pas permis la convergence des diverses économies du continent.

Quel que soit l'instrument de mesure choisi (croissance, Dette publique, exportations, etc...), on peut prendre la mesure de la divergence entre pays de l'arc méditerranéen (Espagne, Grèce...), ex-pays de la zone Mark (Allemagne, Pays-Bas...) et enfin ex-pays du glacis stalinien (dont l'intégration est loin d'être réalisée).

Il est plus que probable que les pays du sud de l'Europe soient désormais plongés dans un marasme économique durable – voir le cas du Japon.

Certes, en catastrophe, la France a pu obtenir de Merkel un « plan de sauvetage » pour la Grèce qui revient à autoriser la BCE à enfreindre le dogme d'une sacro-sainte stabilité monétaire qui s'avère donc inapplicable à des un ensemble de pays aussi

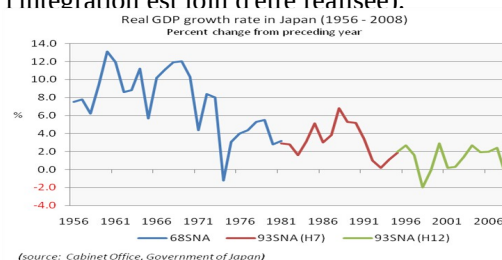


Illustration 2: Croissance Japon - 1956-2006

9 *Le Monde*. 16.X.2010.

10 *Le Monde*. 20.X.2010.

11 *Ibid*.

hétérogènes.

Mais au-delà de la Grèce, il y a le Portugal, l'Espagne... En bref, personne ne peut croire sérieusement qu'une récession majeure ne puisse être évitée. La dualité du continent européen va donc s'amplifier.

C'est d'autant plus dramatique que :

« Le trait essentiel de notre époque consiste en ce que les forces productives ont définitivement débordé le cadre de l'Etat national et ont pris, particulièrement en Europe et en Amérique, des proportions en partie continentales et en partie mondiales. »¹²

D'où, d'ailleurs, l'effondrement en cours des cours boursiers.

Seuls les travailleurs uniront l'Europe

La revue *Alternatives Économique* a publié en septembre 2005 un article relatif à l'intégration de l'ex-RDA à l'Allemagne. Quelques chiffres suffiront à donner une idée de l'ampleur des moyens mis en œuvre pour intégrer l'Est : 4% du PIB allemand étaient consacrés à la reconstruction de cette zone (à titre de comparaison, budget de l'UE : 1% du PIB), 47% des allemands de l'Est dépendaient des subsides fédéraux, plusieurs centaines de milliers d'emplois ont été créés dans les länder de l'Est, etc.

Dès lors on comprend pourquoi A. Merkel rappelle l'anecdote suivante :

« celle d'une Allemande de l'Est qui l'avait prise à part, pendant une campagne électorale dans la région désolée de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, au milieu des années 1990, et lui avait dit : Helmut Kohl a réussi à prendre en charge l'ex-RDA, mais il ne réussira pas à le faire avec l'Italie, l'Espagne, la Grèce. »¹³

En clair, il est exclu que la bourgeoisie allemande puisse unir l'Europe sous son égide. Merkel précise d'ailleurs :

« l'appartenance à la zone euro ne saurait donner naissance à une Union faite de transferts financiers »

Mais il est tout aussi impossible que les bourgeoisies du continent se disciplinent, domptent leurs intérêts contradictoires pour coopérer réellement à la construction d'une Europe unie. Sans bouleversement historique de première ampleur, il est donc exclu que les bourgeoisies européennes unifient l'Europe.

Elles n'ont strictement aucun projet pour dépasser le fractionnement du continent européen à l'heure où le fonctionnement de l'économie montre chaque jour que son fractionnement est à la racine de son recul. Elles n'ont en fait pas d'autre perspective que de gérer le déclin du continent.

Dans ce contexte, la question de la nature de l'Union européenne s'éclaire d'elle-même. L'UE n'est pas – même sous forme embryonnaire – l'Europe Unie. Ce n'est qu'une alliance de puissances impérialistes, une zone de libre échange où liberté totale des données au Capital, ce qui ne peut que s'avérer désastreux pour les classes ouvrières du continent.

La construction européenne en cours, « relancée » à partir de l'Acte Unique européen (1986), c'est la construction d'« un grand marché », impliquant la libre circulation de capitaux – ce qui signifie aussi, inséparablement, le dumping social. Elle ne peut qu'aboutir à la remise en cause des acquis sociaux les uns après les autres. Cette construction se limite en fait à permettre aux bourgeoisies du continent de s'épauler mutuellement contre leurs classes ouvrières respectives.

C'est ce qui fonde l'hostilité de principe des marxistes envers l'UE – pas la défense d'on ne sait quelle « souveraineté nationale ».

A propos de la politique européenne du NPA (et de ses partenaires...)

Dans ce contexte, on ne peut évidemment pas ignorer la politique concrète suivie par notre parti. Celle-ci peut être résumée par le large extrait du texte suivant de P.-F. Grond :

« Jamais l'exigence d'une coordination des résistances, des mobilisations et des alternatives à l'échelle européenne n'a été aussi impérative. C'est la solidarité et le refus de payer la note qui doit s'exprimer partout en Europe. (...) En Grèce comme en Europe, il s'agit de regrouper celles et ceux qui refusent les plans d'austérité, refusent de rembourser une dette qui n'est pas la leur mais le produit de 25 années de défiscalisation libérale des plus riches et des entreprises. Qui veulent une autre Europe : celle des peuples, de la solidarité et des coopérations, des services publics, des droits sociaux et démocratiques unifiés par le haut, d'une écologie sociale antiproductiviste... Bref ni l'acceptation docile des diktats de l'Europe des marchés ni le repli nationaliste mortifère de l'extrême droite.

¹² Trotsky : *Le désarmement et les États-Unis d'Europe*, 4.X.1929.

¹³ *Le Monde*, 19.V.2010.

Dès lors, une gauche anticapitaliste européenne pourrait défendre l'annulation des dettes, la nationalisation des banques européennes et la mise en place d'un service public bancaire européen qui aurait le monopole du crédit. Qui permettrait de prendre le contrôle de l'euro, de l'économie, d'imposer une autre répartition des richesses et de l'emploi, de développer des plans de reconstruction économique et sociale dans une logique de développement durable. Un changement de cap complet. (...) »

Le radicalisme du style ne saurait masquer l'extrême modération de l'orientation politique de fond.

Pour l'un des principaux dirigeants du NPA, l'objectif serait donc *d'aménager* l'UE, de la rendre plus « sociale ». C'est vouloir faire prendre des merles pour des grives. Car l'UE n'a comme unique but que de « moderniser » les pays adhérents, son point de départ ce sont les exigences *économiques* de la bourgeoisie, et rien d'autre. La relance de « la construction européenne » à partir de l'Acte Unique (1986), c'est la construction d'« un grand marché », impliquant la libre circulation de capitaux – ce qui signifie aussi, inséparablement, le dumping social. Laisser croire qu'une « Europe sociale » peut exister dans le cadre de l'UE, c'est raconter des sornettes réformistes.

Notre politique ne peut que partir de la nécessité de *rompre* avec l'Europe de Maastricht. C'est sur les décombres de l'UE que se construira la seule Europe « sociale » qui puisse exister, l'Europe des travailleurs, les États-Unis Socialistes d'Europe.

Quant au fameux « *service public bancaire européen prenant le contrôle de l'€* » on voit mal ce qu'il apporterait : une BCE contrôlée par Sarkozy et Merkel, est-ce vraiment préférable à celle de Trichet ?

Remarquons qu'une fois de plus, Grond reprend à son compte des pans entiers du programme du Parti de Gauche de J.-L. Mélenchon¹⁴. Là est sans doute l'essentiel.

Une politique européenne révolutionnaire

Concluons. Une fois encore, il faut le réaffirmer : pas de rupture avec l'économie de profit, de Socialisme sans rupture avec l'UE.

C'est d'autant plus clair que la bourgeoisie montre grandeur nature son incapacité à unifier l'Europe. Par contre, les chiffres montrent qu'une offensive de grande ampleur se prépare contre les populations laborieuses des pays de l'arc méditerranéen.

Dans ce contexte, la première lettre du programme du NPA sur la question ne peut qu'être

A bas l'Union Européenne

Et un certain nombre de mot d'ordres pratiques sont incontournables. Avant tout la

Répudiation de la Dette publique

Mais pas seulement. Vu le rôle actuel du Capital financier, il est indispensable de se prononcer pour :

Expropriation des grands établissements bancaires Contrôle ouvrier sur les mouvements de capitaux et les transactions financières.

A l'évidence aussi, seul un gouvernement des travailleurs, procédant à la reconstruction économique sur la base des besoins populaires pourrait mener une telle politique, radicalement anticapitaliste et impossible à mener durablement dans un cadre étroitement national (« *L'État national, de facteur progressif est devenu depuis longtemps dans les pays avancés un frein au développement des forces productives.* »¹⁵). C'est ce qui fonde la nécessité de se prononcer pour les

Etats-Unis Socialistes d'Europe

seul cadre à même de solutionner les problèmes posés aux populations laborieuses du continent et à enrayer son déclin.

Le 25.V.2010

Pour tout contact : cal59@wanadoo.fr

Blog : <http://morsu.over-blog.com>

14 Voir *Lignes d'Horizon*, projet de programme du PG.

15 Trotsky : *Après Munich, une leçon toute fraîche*, 10.X.1938.